

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Gouvernement français doit intervenir d'urgence en faveur des prisonniers politiques palestiniens

Depuis le 17 avril, Journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques palestiniens, Marwan Barghouti le leader palestinien, condamné à la perpétuité, a pris la tête d'une grève de la faim illimitée pour le respect des droits de visite, suivie depuis lundi par plus d'un millier de détenus politiques.

Comme l'indique l'épouse de Marwan Barghouti, Fadwa Barghouti : « Il ne s'agit pas d'un simple mouvement de revendications et d'amélioration du quotidien des prisonniers. C'est une bataille politique, une question nationale qui s'inscrit dans notre lutte. »

Un élément déclencheur de cette nouvelle grève a été la décision du Comité international de la Croix Rouge, seule organisation internationale habilitée à rendre visite aux Palestiniens détenus par les autorités israéliennes, de supprimer une des 2 liaisons qu'elle assure par mois pour emmener les familles dans telle ou telle prison. Ceci pour des raisons financières ; ce qui est inadmissible d'autant que l'Autorité palestinienne leur a proposé de financer ces visites.

Cette grève de la faim intervient alors que les négociations entamées avec l'administration pénitentiaire sur le respect des droits et de la dignité des détenus, conformément au droit international et aux conventions de Genève, sont dans l'impasse. Leurs revendications majeures portent sur les visites et les soins médicaux. Parmi les détenus, 500 sont en détention administrative dont six mineurs, deux femmes et neuf députés qui croupissent en prison sans qu'il n'y ait aucune charge et

sans aucun procès pendant des périodes de 4 à 6 mois renouvelables à l'infini On compte actuellement 6.500 Palestinien-ne-s emprisonné-e-s. Parmi les 61 femmes incarcérées, 12 sont mineures. Trois cents enfants sont derrière les barreaux.

En réalité, le système carcéral est inscrit tout entier dans la politique de colonisation et d'occupation israélienne. Depuis 1967, 800 000 palestiniens ont fait un séjour dans les prisons israéliennes.

Les premières réactions du gouvernement d'Israël sont extrêmement dures et laissent craindre le pire. Le Ministre israélien de la Sécurité intérieure a déclaré : « Nous n'avons pas de raisons de négocier avec les prisonniers », affirmant « qu'il s'agit de terroristes et d'assassins », alors que Marwan Barghouti est un dirigeant palestinien reconnu internationalement. **Seule l'intervention des gouvernements, de l'ONU, les pressions exercées sur le gouvernement israélien (suspension de l'accord d'association notamment) et la solidarité internationale des peuples pourront protéger les prisonniers.**

Le Ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, a redit sur France Inter lundi 10 avril au matin que la France continuait à travailler à une solution politique. Dès lors, qu'attend-il pour intervenir auprès du gouvernement israélien sur la question des prisonniers politiques ? Qu'attend-il pour réaliser enfin la promesse de François Hollande que la France reconnaisse l'État palestinien ?

Le Mouvement de la Paix demande au gouvernement français d'intervenir d'urgence pour exiger la satisfaction des revendications des grévistes de la faim et la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens dans le respect des conventions de Genève. Pour cela, son intervention constante en faveur de la solution à deux états conforme aux résolutions de l'ONU, la reconnaissance de l'Etat palestinien et les pressions exercées sur le gouvernement israélien en agissant dans l'Union Européenne pour la suspension de l'accord d'association UE/Israël sont essentielles.

Le Mouvement de la Paix

Le, 21 avril 2017

Contact :

CHRISTINE Rosemberg : 06.82.43.25.81